

Changement global,  
biodiversité et écosystèmes :

# Vers quels services écologiques ?



**5<sup>es</sup> JOURNÉES**  
**DE L'INSTITUT FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ**  
**TOURS 3-5 DÉCEMBRE 2007**



Changement global,  
biodiversité et écosystèmes :

# Vers quels services écologiques ?

**5<sup>es</sup> JOURNÉES**  
**DE L'INSTITUT FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ**  
**TOURS 3-5 DÉCEMBRE 2007**

## **Comité scientifique des 5<sup>es</sup> Journées**

Bruno DAVID (président du Comité et de la Commission scientifique de l'IFB)

Luc ABBADIE  
Paul ARNOULD  
Jérôme CASAS  
Philippe COZIC  
Philippe CURY  
Jean-Claude GENOT  
Sylvie JOUSSAUME  
Michel KHALANSKI

Anne LARIGAUDERIE  
Raphaël LARRERE  
Sandra LAVOREL  
Xavier LE ROUX  
André MICOUD  
Serge MORAND  
Olivier THEBAUD



Créé en décembre 2000, l'Institut français de la biodiversité est un Groupement d'intérêt scientifique (Gis) composé de 17 membres unissant leurs efforts pour promouvoir les recherches scientifiques françaises en biodiversité :

- Ministères en charge de la recherche, de l'écologie, des Affaires étrangères et européennes, de l'industrie, de l'agriculture et de la pêche
- Organismes de recherche : Cemagref, Cirad, CNRS, Ifremer, Inra, Inserm, IRD, Muséum national d'histoire naturelle
- Organisations professionnelles : Assinsel, Organibio
- Organisations non gouvernementales : France Nature Environnement, WWF

**Par décret du 3 mars 2008 est officialisée la création de la « Fondation française pour la recherche sur la biodiversité » constituée à partir de deux Gis : l'Institut français de la Biodiversité (IFB) et le Bureau des ressources génétiques (BRG).**

Ces 5<sup>es</sup> Journées de l'IFB sont placées sous le haut patronage de quatre ministères :

- Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
- Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du Territoire,
- Ministère des Affaires étrangères et européennes,
- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Elles ont bénéficié d'un soutien spécial du ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire et du ministère des Affaires étrangères et européennes.





# --> IMoSEB : bilan et perspectives

Didier BABIN

Chargé de mission IFB, Secrétaire exécutif du processus IMoSEB

Je vais tenter de vous expliquer ce qui se cache derrière le nom IMoSEB qui évoque aux non initiés, tantôt à un dieu égyptien, tantôt un médicament. Bizarre pour le public français et encore plus saugrenu pour nos collègues étrangers, l'acronyme IMoSEB est lié à une activité dont je vais vous présenter les travaux effectués depuis deux ans et demi.

## Bref rappel sur la prise de conscience

Depuis la moitié du siècle dernier, les communautés scientifiques et politiques ont peu à peu considéré l'importance de la biodiversité pour la vie, voire pour la survie, de l'espèce humaine. En fait, nous avons repris conscience que nous faisons partie de la biosphère et que nous sommes en étroite interrelation avec le tissu vivant et avec la constante évolution de la planète Terre. De la création de l'UICN en 1948 à la diffusion du rapport du *Millennium Ecosystem Assessment* en 2005, un effort considérable a été fourni pour porter la biodiversité au rang des questions fondamentales pour le devenir de l'humanité et pour le développement durable. Les grands rendez-vous politiques de Stockholm en 1972, le rapport Brundtland en 1987, le Sommet de la Terre de Rio en 1992 et celui de Johannesburg en 2002 ont ouvert la voie. Cependant, beaucoup reste à faire.

La société civile, des entreprises, des ONG locales et internationales se mobilisent, certes, mais insuffisamment face à l'ampleur des défis posés par l'évolution de la biodiversité et par ses conséquences sur notre propre espèce.

## Situation actuelle de la recherche sur la biodiversité

Je n'ai pas la prétention de vous étonner par des points que vous ne connaissiez pas déjà. Toutefois, le *Millennium Ecosystem Assessment* a clairement montré que la disparition de la biodiversité pose et posera de sérieux problèmes, ainsi que de grandes menaces sur le bien-être de l'espèce humaine. Cependant, l'opinion publique considère encore la biodiversité comme une question secondaire, loin derrière les préoccupations liées au

changement climatique. Vous pouvez le constater chaque jour dans les médias et à travers les propos de la classe politique.

Les efforts pour inverser les tendances à la perte de la biodiversité restent trop faibles. La communauté scientifique internationale est encore très éparpillée et faiblement impliquée dans les processus de décision. La prise de conscience est avérée au plus haut sommet des Etats mais il convient d'agir, et cela n'est pas toujours très simple.

Annoncée lors du G 8 d'Evian en 2004 et proposée lors de la conférence « Biodiversité : science et gouvernance » qui s'est tenue à Paris en janvier 2005, l'idée d'organiser une consultation internationale a été lancée par le président de la République française, afin de permettre l'évaluation du besoin, du champ et des formes possibles d'un mécanisme international d'expertises scientifiques sur la biodiversité, plus ou moins à l'image du rôle que joue le Giec (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) dans le cadre des préoccupations sur le changement climatique. Cette initiative a été discutée, débattue, voire combattue pendant l'année 2005 et à différentes occasions :

- lors des réunions de l'organe scientifique de la Convention sur la diversité biologique à Bangkok puis à Montréal ;
- par le groupe de travail sur la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique, en septembre 2005, à Montréal ;
- au sein d'une instance proprement scientifique, lors de la Conférence *Diversitas*, à la fin de l'année 2005, à Oaxaca (Mexique).

## L' IMoSEB face à la recherche sur la biodiversité

Le processus de consultation vers un IMoSEB tente d'apporter sa pierre à l'édifice en se focalisant sur l'interdépendance entre la biodiversité et l'avenir de nos sociétés, ainsi que sur une vision très large de la biodiversité, en tenant compte de ses liens avec les préoccupations majeures d'éradication de la pauvreté, avec la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau potable. Cette vision englobe également la croissance économique, les conflits d'usage et d'appropriation des



Consultation régionale à Yaoundé (Cameroun) en mars 2007.

ressources, l'énergie, le climat et la santé, tant humaine qu'animale et végétale. La réflexion, ainsi, ne se concentre pas seulement sur la conservation de la biodiversité. Depuis son origine, cette initiative propose d'investir le champ de l'accompagnement des processus de décision.

Aujourd'hui, toutefois, l'IMoSEB n'existe pas. Si sa fondation est décidée, l'IMoSEB devrait être créé en collaboration avec tous les partenaires et toutes les parties prenantes de la biodiversité. Le défi consiste à inventer une interface entre connaissance, expertise, savoir et science d'une part, porteurs de pouvoir, décideurs politiques, industriels, consommateurs, médias d'autre part. C'est en cette interface que les manques les plus importants ont été identifiés.

Je rappelle l'objectif de la consultation IMoSEB : évaluer le besoin, le champ et les formes possibles d'un mécanisme international d'expertises scientifiques sur la biodiversité. Au départ, aucun plan français n'était préétabli et il était convenu de ménager du temps et des moyens, en vue d'un processus de consultation exploratoire, soit une démarche inverse par rapport aux initiatives qui sont généralement portées par les Etats, qui se fondent sur des idées préconçues et qui tentent ensuite de les vendre et de les discuter. Notre propos était totalement ouvert, avec la volonté de renforcer la science à l'intérieur des processus de décision et, notamment, des conventions internationales. Quelques premières idées avaient été élaborées sur la base du Conseil scientifique de la Conférence qui s'était déroulée en janvier 2005.

### Constitution et communication de l'IMoSEB

La consultation s'est mise en place durant l'année 2006, d'abord avec l'établissement d'un Comité de pilotage international, comprenant une centaine de membres dont des scientifiques renommés, des représentants gouvernementaux, des ONG, des organisations et institutions internationales. Pour animer la réflexion, un groupe de 14 membres a constitué le Comité exécutif, co-dirigé par le Ghanéen Alfred Oteng-Yeboah, ancien président scientifique de la Convention sur la diversité biologique, et par le Belge Michel Loreau. A cette occasion, l'IFB a été sollicité pour gérer un Secrétariat exécutif qui permettrait de mener à bien la consultation.

Nous avons développé un plan de communication vis-à-vis d'un large éventail de publics, ainsi que des relais et des contacts pour discuter les processus dans différentes communautés scientifiques, avec des ONG et dans plusieurs pays. Nous avons été présents à différents endroits de la planète pour présenter les débats d'idées, notamment au Brésil, lors de la Conférence des parties de la Convention, en Belgique, à Madagascar, en Finlande, en Hongrie, en France, en Allemagne, au Canada, en Chine, au Gabon, en Afrique du Sud et au Chili. Un article est également paru dans *Nature*, au mois de juillet 2006, signé par 19 co-auteurs issus de 13 pays. En outre, nous avons organisé une campagne médiatique pour que cet article soit réellement repris sur le plan international.

## Biodiversité : actions réalisées et futures / IMoSEB : bilan et perspectives

Peu à peu, le processus de consultation a été relayé par des textes et documents officiels de la Convention sur la diversité biologique, de l'Union européenne et du programme des Nations unies pour l'environnement.

Toujours en 2006, nous avons commandé une série d'études de cas afin d'identifier les lacunes à l'interface entre les connaissances et la prise de décision, dans des cas assez variés d'expertises (de la grippe aviaire aux leçons tirées de la gestion des pêcheries). De ces études de cas, nous avons tenté de retenir des enseignements et des options utiles à un éventuel mécanisme.

### Les partenaires de l'IMoSEB

Nous avons reçu des soutiens forts et concrets dans le domaine diplomatique, directement de la part de certains gouvernements tels que ceux de l'Allemagne, du Canada, du Maroc, du Cameroun, du Gabon et de la Malaisie. Nous avons également été soutenus par les Secrétariats de certaines Conventions internationales, comme celle sur la diversité biologique et celle de Ramsar. Des organismes tels que l'Unesco et des ONG telles que CI (*Conservation international*) et *The Nature Conservancy* ont aussi fortement participé aux consultations, sans oublier les représentants de communautés locales et autochtones. Certains membres du comité de pilotage se sont montrés très actifs dans leur pays ou au sein de leur organisation pour apporter un soutien effectif. Nous avons reçu divers types de contributions : financières et logistiques, émanant notamment de l'Allemagne, du Canada et d'associations, d'académies telles que l'Académie des sciences chinoise. De plus, nous avons bénéficié de contributions concrètes de type intellectuel, c'est-à-dire de réflexions, en partie liées aux ateliers de Leipzig, de Cape Town où la Commission scientifique de *Diversitas* s'est réunie, et à une réunion qui s'est déroulée à La Serena (Chili), réunissant les écologues du Chili et d'Argentine.

Enfin, la réunion des ministres de l'environnement du G 8 + 5, de mars 2007, en Allemagne, a abouti notamment au programme « Initiative de Potsdam », lequel propose notamment un soutien effectif au processus de consultation vers un IMoSEB qui a été ensuite inclus dans les conclusions générales du G8+5. De façon inattendue, au-delà des contacts avec les institutions internationales, nous avons reçu des demandes locales d'associations ou d'individus, des encouragements. Par exemple, une association camerounaise d'éleveurs de bétail nous a permis, sur le terrain, d'étudier le lien possible entre des questions très locales et un mécanisme mondial ; en particulier, nous avons mis en contact les éleveurs de Bamenda et les



**Alfred Oteng Yeboah (Co-président du Comité exécutif du Processus consultatif vers un IMoSEB) et Didier Babin (IFB / Secrétaire exécutif du Processus consultatif vers un IMoSEB) à la Consultation régionale sud-américaine, à Bariloche (Argentine) en octobre 2007.**

chercheurs britanniques, face à des problèmes d'invasions par des fougères.

Sur la base des études de cas et des premières consultations, le Comité exécutif s'est réuni en décembre 2006 pour déterminer une série de besoins et les propositions d'options. Ces éléments ont ensuite été présentés et discutés à l'occasion de réunions de consultation, à l'échelle de chaque continent, durant toute l'année 2007. Des scientifiques, des représentants gouvernementaux, des membres d'ONG, d'entreprises et de communautés locales ont ainsi pu se rencontrer. Pour l'Amérique du Nord, la première réunion s'est tenue à Montréal, en janvier. Pour l'Afrique, la conférence de l'AETFAT (botanistes d'Afrique) a fourni l'occasion d'une manifestation équivalente. Pour l'Europe, c'est à Genève que les partenaires ont échangé leurs propositions. A Pékin, nous avons été accueillis par l'Université des Nations unies basée au Japon, l'Académie des sciences chinoise et le Conseil scientifique national du Laos. Pour l'Amérique latine, la réunion s'est déroulée à Bariloche (Argentine), à l'occasion d'un colloque régional sur les aires protégées et sur la gestion de la biodiversité. Enfin, Alotau (Papouasie-Nouvelle Guinée) a fourni le cadre de tels échanges pour l'Océanie, à partir d'une réunion régionale sur le thème de la conservation des aires protégées et de la biodiversité.

### En route vers l'IMoSEB !

A l'issue de l'ensemble de ces consultations régionales, une seconde et dernière réunion du CPI (Comité de pilotage international) a été prévue et organisée, en novembre 2007, à Montpellier. Nous sommes alors parvenus à un agrément sur les contours d'un IMoSEB, mais pas encore vraiment sur un IMoSEB.





De gauche à droite : Maxime Thibon (Chargé de mission IFB/ Processus consultatif vers un MoSEB), Anne Larigauderie (directrice exécutive du programme Diversitas ; Processus consultatif vers un IMoSEB), Alfred Oteng Yeboah (co-président du Comité exécutif du Processus consultatif vers un IMoSEB) et Didier Babin (Chargé de mission IFB / Secrétaire exécutif du Processus consultatif vers un IMoSEB) à Alotau (Papouasie Nouvelle Guinée) en octobre 2007.

La Déclaration de Montpellier, diffusée ici, a ainsi eu pour vocation de circonscrire le positionnement d'un tel mécanisme. Les besoins, la reconnaissance de ces besoins, les principes directeurs d'une ou plusieurs missions, un certain nombre de caractéristiques ont été identifiés. Surtout, le projet a été approfondi jusque dans l'agenda international et politique, par la proposition d'un processus de négociation que je vais préciser. Globalement, le CPI a envisagé la création d'un nouveau mécanisme à l'interface des sciences politiques, qui viserait la mise à disposition des expertises scientifiques sur la biodiversité vis-à-vis de tout type de décideur, privé et public. Pour cela, le mécanisme s'appuierait sur un réseau mondial de scientifiques et de détenteurs de connaissances. Il serait en capacité de délivrer rapidement une expertise scientifique sur des questions précises, notamment en cas de crise écologique : maladie émergente, invasion biologique ou pollution dramatique. Pour mettre en œuvre un tel mécanisme, la structure adéquate serait certainement hybride, avec une forte composante intergouvernementale ; elle intégrerait en outre d'autres parties prenantes de la biodiversité, des organismes internationaux, des conventions et des grandes ONG.

La prochaine étape, celle qui planifiera l'IMoSEB ou l'idée d'un tel mécanisme, sera constituée par la convocation à une réunion intergouvernementale, sous l'égide du programme des Nations unies pour l'environnement. Durant cette conférence et si la décision

de mettre en place un IMoSEB est prise, les modalités de gouvernance, de fonctionnement et de financement de la structure seront discutées.

En France, nous avons eu le plaisir d'accueillir madame Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'Etat à l'écologie, laquelle a clos les débats du CPI à Montpellier en novembre 2007. De plus, nous avons été reçus à l'issue du CPI par madame Valérie Pécresse, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, afin de préciser l'état d'avancée du processus et d'envisager la poursuite de la réflexion par les différents ministères français.

### Prochaines étapes

Au processus de consultation vers un IMoSEB, devra succéder, réellement, un IMoSEB. Dans cette perspective, j'estime que nous nous dirigeons vers une étape encore plus délicate, mais beaucoup plus concrète. Nous sommes parvenus au partage international d'une idée, laissant derrière nous l'hypothétique « coup monté des Français ». En effet, cette idée est largement acceptée. Il conviendra alors de susciter une attente par rapport à ce mécanisme et de négocier avec tous ceux qui pourraient ressentir des difficultés.

Ma vision personnelle des prochaines étapes est concentrée sur la manière dont nous allons préparer et convoquer la réunion intergouvernementale, ainsi que



sur le développement de contenus, d'outils et de produits pour le réseau d'un IMoSEB. Il s'agira également de poursuivre les consultations, de préparer les négociations, de mobiliser l'ensemble des partenaires et de renforcer l'audience politique et médiatique vis-à-vis de notre initiative.

Dans ce dessein, nous disposons d'ores et déjà de quelques repères dans l'agenda international. 2008 sera effectivement l'année du passage à l'action. Par exemple, en février 2008, se déroulera la réunion scientifique de la Convention sur la diversité biologique. En mai, nous serons partie prenante de la Conférence des parties de cette même Convention. Le congrès mondial de l'IUCN aura lieu en octobre à Barcelone et nous y présenterons les avancées nouvelles d'un IMoSEB. En France, puisque la communauté internationale nous a demandé officiellement de poursuivre le projet, nous devons envisager cette réflexion sous l'angle de modifications et d'une transformation éventuelle de l'IFB en fondation. Dans le cadre du *Grenelle de l'environnement*, l'IMoSEB constitue un des éléments les plus importants en matière de politique internationale. Enfin, à partir de juillet 2008 et jusqu'en décembre, la présidence de l'Union européenne sera française et il sera alors opportun de concrétiser un certain nombre d'axes.

Pour tout ce que nous avons vécu depuis maintenant presque trois ans, je tiens à remercier

l'ensemble du Secrétariat exécutif, Maxime Thibon, Anne Larigauderie, ainsi que Stéphanie Guinard et Sabine Brels qui s'y sont succédées, et également notre stagiaire américain Chad Monfreda. Sans leur aide, rien n'aurait pu se réaliser. C'est par conséquent une toute petite équipe de trois à quatre personnes qui a réussi à mobiliser de nombreux partenaires. Sur les seules consultations régionales, nous avons rencontré plusieurs centaines de personnes, issues de 73 pays. Le processus IMoSEB est aujourd'hui connu sur le plan international.

Je souhaitais également remercier Jacques Weber mais j'hésite à le faire car ce dernier nous a entraînés dans une certaine « galère » durant deux ans et demi. Pour le moins, je le remercie de la confiance qu'il nous a accordée et je le félicite pour sa témérité.

Je remercie aussi les collègues du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, du ministère de l'environnement, ainsi que du ministère des Affaires étrangères, qui ont joué un rôle extrêmement important en termes de soutien financier, politique et diplomatique.

Enfin, je voudrais ajouter que le travail considérable qui a été initié sera suivi d'autres perspectives. Nous devons redoubler nos efforts, ainsi que le soutien à cette initiative dans les mois ou, même, dans les semaines à venir. ■

### Questions de la salle

**Michèle TIXIER-BOICHARD**, responsable du département Biotechnologies, ressources, agronomie (Direction de la recherche et de l'innovation au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Je confirme en effet l'élan du mécanisme. Cette présentation est particulière puisqu'elle ne concerne pas une recherche mais un projet très ambitieux qui, je le pense, implique tous les chercheurs ici présents.

**Paul LEADLEY**, CNRS-Paris Sud

Américain, je bénéficie sans doute du droit de poser une question. Dans un article de Timothy Hirsch publié en Angleterre, nous avons lu que les Américains étaient ceux qui posent peut-être le plus de problèmes dans ces négociations et qui retardent la mise en place du mécanisme. Comment appréhendes-tu l'éventualité de tenir à l'écart, non pas tout le reste du monde, mais une partie du monde ?

**Didier BABIN**, Cirad, chargé de mission IFB

Pour ma part, il est hors de question d'isoler une partie de l'humanité ! Le département d'Etat américain faisait partie du Comité exécutif et s'est fortement impliqué au sein du Comité de pilotage, dès le début du projet, lors de la réunion de Montréal, ainsi qu'en phase finale à Montpellier. Un large soutien de la communauté scientifique américaine me paraît également évident. Cependant, le point de vue politique de ce gouvernement repose sur la volonté d'éviter des engagements multilatéraux. Nous sommes toutefois parvenus à un accord avec eux. Même si les Américains ont accusé un certain retard sur différents aspects, notamment sur l'idée d'un mécanisme tel qu'il a été présenté lors de la Déclaration de Montpellier, ces derniers ont paradoxalement admis la nécessité d'agir et de trouver des moyens appropriés. Il semblerait que le mot « mécanisme » engendre des réticences et je m'interroge sur sa traduction.

Après la publication dans *The Guardian* de l'article de Timothy Hirsch, j'ai reçu beaucoup de courriers selon lesquels le propos tenu serait excessif et trop négatif. En effet, nous sommes parvenus à un accord et, après lecture des propositions contenues par la Déclaration de Montpellier, d'aucuns constateront qu'il existe une marge de manœuvre. Les Américains eux-mêmes nous ont fait part de leur ouverture de principe, en nous laissant entendre que nous pouvions compléter l'agenda politique. Il est vrai que, pour arriver à la réunion intergouvernementale, il conviendra de concrétiser les engagements. Nous nous trouvons pratiquement dans une phase de marketing et

de développement de produits, au cours de laquelle nous proposerions au client potentiel d'acheter le contenu du paquet.

**Michèle TIXIER-BOICHARD**

Il me semble que le terme « mécanisme » peut évoquer la mise en route de toute une infrastructure ou d'une technocratie avec des budgets importants de fonctionnement, des cotisations obligatoires de la part des Etats. Nous pouvons discuter sur la réserve des Américains, suscitée par le mot « mécanisme ». J'ai eu l'occasion d'observer une attitude semblable vis-à-vis des centres de ressources biologiques (CRB) et de la mise en place d'un réseau mondial, ainsi qu'à l'OCDE. J'ai constaté que la délégation américaine craignait la mise en place d'un système très lourd. De ce fait, le groupe de travail de l'OCDE dirigé par Michel Denis sur les CRB a promu une étude pilote sur la façon de mettre en place un réseau. Cela dit, le dialogue n'est pas clos.

**Didier BABIN**

Pour compléter ce propos, je songe à une initiative, dans les suites du *Millennium Ecosystem Assessment* (MA). Je ne l'ai pas évoqué dans mon exposé car je pensais que ce point serait de toute façon abordé mais il se trouve que cela répond à la question de Paul Leadley. Les scientifiques américains ont été très présents dans le cadre du MA, comme ils l'ont été dans le premier volet. Il nous a été explicitement demandé, et la Déclaration de Montpellier le confirme, de nous rapprocher des suites du MA, afin d'envisager la façon de composer un outil commun.

Tactiquement, nous avons tout intérêt à travailler conjointement pour renforcer l'implication des scientifiques dans la prise de conscience et l'aide aux décideurs. Le gouvernement suédois, qui finance la suite du *Millennium* reconnaît semble-t-il nos points de vue comme étant complémentaires, avec des points de recoupement et une vision globalement commune, avec des niveaux différents en matière de prise de décision. Sous cet angle, je suis relativement optimiste.

En revanche, j'insiste sur le fait que trois ou quatre personnes ne pourront pas continuer à « bricoler », en regard de la masse de travail à réaliser dans un temps très court. Je fais appel aux responsables politiques pour que des moyens soient réellement mis en œuvre. En effet, nous sommes attendus et le défi mérite d'être relevé.

Les derniers échos qui émanent de nos collègues européens indiquent que, sur l'utilité du projet, la preuve est faite et qu'il est temps de concrétiser la démarche.

**Michèle TIXIER-BOICHARD**

J'entends vos propos.